

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



Communiqué de presse du 5 juillet 2021

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse demande au Premier ministre d'annuler un projet d'aménagement dangereux et dépassé

Une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) qui prévoit la construction d'équipements exposés au bruit des avions et desservis par une ligne de métro qui va favoriser l'étalement urbain : **pour le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), il ne fait aucun doute que le gouvernement doit revoir sa copie pour le pays de France**, afin de faire émerger **un projet cohérent**, en conformité avec ses engagements en matière de lutte contre le dérèglement climatique et de sauvegarde des terres agricoles.

C'est le sens de la lettre envoyée par le CPTG au Premier ministre le 21 juin (cf. copie du courrier joint)

« **Jean Castex**, qui a confirmé la construction d'une station de métro automatique au milieu des champs de Gonesse, **semble croire que la ZAC créée en 2016 pour permettre la construction d'EuropaCity, est encore d'actualité. Or son périmètre, passé de 280 à 110 hectares, ainsi que son contenu, ont été complètement modifiés.** Il n'est pas possible de continuer ainsi, comme si rien n'avait changé », déclare Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse.

Un internat annoncé sous le bruit des avions de Roissy

Un an et demi après l'abandon du projet de méga-centre commercial et de loisirs EuropaCity, **le Premier ministre a annoncé le 7 mai dernier la construction sur les terres de Gonesse d'une cité scolaire internationale et l'installation d'une administration de l'Etat.** Si l'intérêt pour un équipement scolaire est évident, le CPTG dénonce sa construction dans une zone exposée nuit et jour au bruit des aéroports de Roissy et du Bourget, et dont l'emplacement est prévu à quelques centaines de mètres seulement de l'endroit où le Concorde s'est écrasé le 25 juillet 2000. L'implantation d'une administration de l'Etat, également annoncée par le Premier ministre, soulève les mêmes problèmes.

Le Mesnil-Amelot : la gare de l'étalement urbain et de l'artificialisation des sols

La confirmation par le gouvernement de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express, dont les prévisions de trafic sont très faibles, annonce également **un étalement urbain incontrôlé sur les terres fertiles au nord de Paris.**

Le terminus de la ligne, le village du Mesnil-Amelot, ne compte que 1100 habitants : la construction d'une

gare de métro automatique y entraînerait la création d'immenses parkings et la construction de lotissements alentour, dans les villages du Nord de la Seine-et-Marne. **Des centaines d'hectares de terres agricoles seraient ainsi menacés de destruction.**

Mardi 6 juillet à midi, alors que le président de l'Agglomération Roissy-Pays de France et le maire de Gonesse ont annoncé qu'ils offriraient des petits fours à la Maison des Centraliens (8, rue Jean Goujon, Paris 8e) pour promouvoir ces projets de bétonisation de la banlieue, **le CPTG sera devant les portes pour parler aux journalistes.** « Nous serons présents pour dénoncer l'aveuglement de certains élus décidés à détruire des terres agricoles, et qui s'entêtent à défendre des projets coûteux, dangereux et dépassés » annonce Bernard Loup.

Contacts Presse

CPTG : Bernard LOUP : 06 76 90 11 62 - ouiauxterresdegonesse@gmail.com - ouiauxterresdegonesse.fr



Collectif Pour le Triangle de Gonesse

Contact : Bernard Loup
19 allée du Lac
95330 Domont
bernardloup@wanadoo.fr
06 76 90 11 62
Domont, 21 juin 2021

Monsieur Jean CASTEX
Premier ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75007 PARIS

Objet : demande de rendez-vous relatif au Triangle de Gonesse.

Monsieur le Premier Ministre,

Considérant que le 7 novembre 2019, suite au 3^e conseil de défense écologique, la ministre de la transition écologique du gouvernement a annoncé l'abandon du projet EuropaCity, projet moteur de la ZAC du Triangle de Gonesse,

Considérant que la Ministre de la Transition écologique a annoncé vouloir protéger l'environnement dans l'Est du Val d'Oise et a déclaré « nous ne voulons plus laisser perdurer

un étalement urbain qui depuis des décennies se fait au détriment de ces terres et des espaces naturels., »

Considérant que le 7 mai 2021, suite aux recommandations du Rapport de Francis Rol-Tanguy et du plan que vous avez demandé à Monsieur Amaury de Saint-Quentin, Préfet du Val d'Oise, vous avez vous même annoncé que « La partie sud de la ZAC [...] soit 170 ha, pourrait accueillir en lien avec le projet Agoralim, un pôle d'attractivité autour de l'alimentation, des circuits courts et de la production agricole de proximité, »

Considérant que Monsieur Layani, président de la Semmaris, établissement public que vous avez chargé de développer une extension du MIN de Rungis dans l'Est du Val d'Oise a déclaré à l'Agence France Presse, le 25 mai : « Notre objectif, c'est que la zone sud du Triangle de Gonesse soit le plus possible agricole. Nous souhaitons y faire un centre de production maraîchère et horticole tournée vers l'agroécologie,»

Considérant que le programme de la ZAC du Triangle de Gonesse, qui comprenait EuropaCity ainsi que 800,000 m2 de bureau a été ainsi complètement révisé pour laisser place sur 170 ha des 280 ha initiaux à des cultures maraîchères et horticoles destinées aux circuits courts,

Nous vous demandons de prendre acte de ces décisions officielles et d'annuler l'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Triangle de Gonesse ainsi que sa Déclaration d'Utilité Publique,

Nous vous demandons de geler les travaux dans le Triangle de Gonesse en attendant un nouveau projet bien défini et acceptable pour les populations environnantes, aussi bien humaines que non humaines.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos respectueuses salutations.

Pour le CPTG, le Président

Bernard LOUP